

COMMUNIQUE

D'une manif, l'autre

La grève et la manifestation du 31 janvier 2012, orchestrées par la FSU et quelques-uns de ses amis, n'ont pas été de francs succès. Tant s'en faut et pour cause !

Les dernières élections professionnelles dans l'Education Nationale (octobre 2011) ont été marquées par une très forte abstention (60 %) des personnels. Les organisations syndicales ont attribué cette faible participation électorale au vote électronique. Outre que le vote électronique ne peut expliquer à lui seul une telle désaffection des urnes, le fait est que les organisations syndicales du secteur éducatif ont été incapables d'en empêcher la procédure.

Ce dont elles ne se vantent pas, évidemment !

La réalité crève pourtant les yeux.

Avant même **l'institution officielle du syndicalisme administratif par la loi électorale du 5 juillet 2010**, les organisations syndicales, réformistes ou non (entendez « révolutionnaires (*sic*) »), ont pratiqué, pendant des lustres, avec un cynisme et une outrecuidance inqualifiables, un syndicalisme de collaboration, au plus vilain sens du terme, avec les pouvoirs publics.

Dans l'éducation Nationale :

- elles ont, en soutenant le collège unique, travaillé contre la véritable démocratisation du second degré ;
- elles ont, en se taisant sur une orientation scolaire fondée sur des critères quasi exclusivement socio-ethno-culturels, mis en panne l'ascenseur social que doit être l'Ecole publique ;
- elles ont contribué à dévaloriser la voie professionnelle de formation initiale ;
- elles ont été incapables de contraindre les gouvernements successifs à lutter contre l'échec scolaire ;
- elles ont, en préconisant des politiques de remédiation scolaire, toujours improvisées, toujours fluctuantes, toujours inadaptées, disqualifié l'Ecole de la République et ses personnels ;
- elles ont minimisé les effets de la violence scolaire ;
- elles se sont désintéressées, quand elles ne l'ont pas combattue, de la laïcité.

Par ailleurs et de façon concomitante, elles ont laissé se dégrader la situation matérielle des personnels : recul du statut social, recul du pouvoir d'achat, inégalité des carrières.

Les personnels ne sont pas devenus pour autant idiots ; ils voient bien que **ces organisations, par leur complaisance systématique, ont perdu toute force de contre-pouvoir**. Liquidation de la formation pédagogique des jeunes maîtres et disparition presque

totale de la formation continue pour les autres, suppression massive de postes, gel des promotions pendant 3 ans, atteintes au droit de mutation, au paritarisme, application incontestée de la LOLF ... Quand la notation par le seul chef de service, vient couronner cet amas d'abandon et de renoncement, cela est presque anecdotique.

Alors, pourquoi se mobiliser ? Pour de nouvelles défaites ?

Pas plus qu'il ne se satisfait du soi-disant syndicalisme pratiqué par les organisations syndicales officielles et administratives, le SNCA e.i.L. Convergence ne se résigne à la situation faite à l'Ecole de la République et à ses personnels.

Immergé dans une société que traversent des tentations d'affrontement, que malmène la crise provoquée et prolongée par la finance interlope de la mondialisation, qu'égare loin de ses valeurs historiques l'appel à l'égoïsme mortel de l'individualisme mal compris, le SNCA e.i.L. Convergence ne perd pas de vue les objectifs que la *Charte d'Amiens* lui fixe: œuvrer à l'amélioration de la vie professionnelle et quotidienne des travailleurs, émanciper du capitalisme le monde au travail.

Aujourd'hui et demain ?

NON, aujourd'hui et aujourd'hui !

Censeo capitalismum esse delendum.

Paris, le 2 février 2012
La secrétaire générale